



DECLARATION DU BUREAU DE L'UNION DEPARTEMENTALE FO DU BAS-RHIN DU 30 AOUT 2024

Quand les attaques contre les droits des travailleurs pleuvent, la riposte s'impose !

Sans majorité depuis le 7 juillet, démissionnaire depuis le 16 juillet, le gouvernement est maintenu en place par le Président Macron au nom de la « gestion des affaires courantes ». Il s'agit par ce stratagème antidémocratique d'empêcher la hausse immédiate du SMIC et du point d'indice des fonctionnaires, de commencer l'application de la contre-réforme des retraites, de poursuivre la politique de privatisation des services publics, de cadeaux fiscaux et d'exonération de cotisations sociales au profit du patronat et des actionnaires...

Il s'agit comme l'a dit le 26 août le Président du MEDEF de maintenir une « politique pro-business ».

Sans aucune légitimité, Attal et ses ministres minoritaires et démissionnaires ont publié plus de 1160 décrets, arrêtés et textes réglementaires depuis le mois de juillet. Ils confirment les 25 milliards de coupe budgétaire à la rentrée contre les services publics.

Ils décident la suppression de 1500 postes de médecins internes à l'hôpital public alors que, pendant tout l'été, les personnels hospitaliers avec leurs organisations syndicales ont multiplié les grèves contre la casse des urgences et contre les fermetures de lits.

Ils annoncent la suppression de 500 postes à la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Les politiques anti-sociales du gouvernement battu, ne doivent pas être mises en œuvre !

Dans ce contexte de crise, l'Union départementale FO du Bas-Rhin réaffirme ses revendications et l'urgence de les faire aboutir :

- **Abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites,**
- **Retour à la retraite à 60 ans (avec 37,5 annuités pour une retraite sans décote),**
- **Augmentation générale des salaires, de la valeur du point d'indice, des minimas sociaux et des pensions,**
- **Défense de notre Sécurité Sociale et son rétablissement plein et entier,**
- **Abrogation de la loi immigration,**
- **Abandon du projet de réforme de l'assurance chômage,**
- **Abandon du projet de loi Fonction Publique Guérini et renforcement de nos services publics,**
- **Abandon du Choc des savoirs, abrogation de Parcoursup**

Le bureau de l'Union départementale FO appelle l'ensemble de ses syndicats et militants à réunir leurs instances sans attendre et à organiser des réunions avec les salariés et les collègues pour discuter de la situation et organiser la riposte pour gagner sur nos revendications.

La grève et la mobilisation sont à l'ordre du jour pour les faire aboutir. Le bureau de l'Union départementale FO prendra attache auprès des autres organisations pour construire l'action commune sur cette base.

Le bureau de l'Union départementale FO soutiendra toutes les initiatives, grèves et mobilisation de ses syndicats immédiatement et dans les semaines qui viennent.